

**Social** Quelque 27 000 salariés chinois produisent 14 millions de baskets pour l'équipementier américain

## A Dongguan, une cité-usine travaille pour Nike

DONGGUAN (Chine)  
ENVOYÉ SPÉCIAL

C'est un infatigable refrain qui accable les 27 000 ouvriers de ce complexe industriel. Celui du crissement métallique de milliers de machines à coudre. Dans les 39 414 m<sup>2</sup> de l'usine Yue Yuen (YY), éclairés par plus de 10 000 néons, les salariés se sont accoutumés à cette entêtante mélodie. Rien ne les perturbe. Ils sont absorbés par leur tâche : coller, couper, assembler... huit heures par jour, six jours sur sept. Et produire un maximum de baskets pour l'américain Nike.

Coincée au bord d'un fleuve crasseux de Gaobu à Dongguan (province de Guangdong), YY appartient au puissant groupe taïwanais Pou Chen, le plus grand fabricant de chaussures de sport au monde.

En 2006, cette entreprise a produit pour Adidas, Reebok, Puma... 196,4 millions de paires de baskets. En 1996, elle en fabriquait 56,8 millions. Rien que pour Nike – qui en fait faire 225 millions par an –, Pou Chen en confectionne 61 millions. De l'usine YY, 14 millions d'Air Jordan, d'Air Force One... sortent chaque année.

De loin, Yue Yuen a un faux air de campus universitaire, avec sa fontaine, ses terrains de basket et ses palmiers qui s'étalent sur près de 8 hectares. A deux pas de l'usine, dans un bâtiment de trois étages, 7 369 ouvriers avalent, trois fois par jour, en moins de quinze minutes, deux plats de viande et de légumes, le tout pour 150 yuans par mois (14 euros).

Collées à l'usine, une dizaine de bâtisses fleuries et astiquées. Des dortoirs, dont l'entrée est gardée, se superposent sur cinq étages. Sur les murs des halls, des feuilles sur le droit des travailleurs sont affichées : « Règle numéro un : avant de l'embaucher, un employeur ne peut pas demander à une femme si elle est enceinte. »

Les femmes – qui représentent 77 % des salariés – sont séparées des hommes. Ils s'entassent à huit dans une chambre d'à peine 8 m<sup>2</sup>, aux lits dénués de confort. Les sanitaires et les douches sont collectifs. Un lieu de vie pour 58 yuans (5,4 euros) par mois.

Pour tuer le temps, l'entreprise a imaginé le centre d'activité. Il propose des dizaines de journaux, une salle de danse, de karaoké dernier cri et des cours de mise à

niveau, car 88 % des ouvriers ont quitté l'école durant l'enfance.

L'usine, elle, ne connaît pas de répit. Dans les innombrables salles, des panneaux lumineux rouge affichent les objectifs à atteindre dans l'heure. Des écrans LCD rappellent aux ouvriers que la chaussure est la « maison du pied », qu'ils conçoivent les meilleurs « produits au monde » : « Merci de continuer. »

« Ici, le travail est plus facile qu'ailleurs », assure Lin Hui Lu, 32 ans, dont treize ans de maison. Ce que confirme Liu Kaiming, un militant des droits du travail et directeur de l'ICO (Institute of Contemporary Information). « Toutes les usines de nos sous-traitants ne sont pas comme YY, reconnaît Hannah Jones, vice-présidente de Nike chargée des questions sociales. J'en suis consciente. »

C'est ce qui se dit dans le village de Dong Yong Tank, 31 ans. « J'ai voulu voir si c'était vraiment moins dur », raconte cet homme aux doigts cabossés. Alors, il a quitté sa femme, son garçon et son travail harassant de maçon. Dix heures de train plus tard, il a réussi à se faire embaucher. Il est payé 690 yuans (63 euros), car il est encore en formation. Le salaire moyen dans la province du Guangdong est de 780

yuans (72 euros), celui de l'usine, selon Johnson Tong, un des responsables d'YY, est de 1 472 yuans (135 euros).

Les ouvriers (qui ont plus de 18 ans) ont un peu près le même parcours. Ils viennent à 99,2 % d'une région lointaine. Séparés de leur famille, ils ont mis leur vie entre parenthèse pour amasser des yuans. De l'argent qui permet de subvenir aux besoins des parents qui vieillissent et qui élèvent leurs enfants.

« Mon rêve est d'acheter une maison », sourit Lin Mei Yu, 39 ans, dont quatre à YY. Elle n'a pas vu ses trois enfants et son mari depuis des mois. Avec ses onze jours de vacances par an, et une paye de 1 200 yuans (110 euros) par mois, difficile de voyager, surtout quand on envoie plus de la moitié du salaire à la famille. Elle s'estime « chanceuse » d'être dans cette usine, même si elle n'est pas « très contente. On pourrait être payés davantage. On ne nous donne même pas de Nike ». Elle ne fera pas part de sa doléance à l'unique syndicat de l'entreprise : l'ACFTU (All China Federation of Trade Union) qui représente... 3 % des ouvriers. ■

MUSTAPHA KESSOUS



Les salariés de l'usine de Yue Yuen, dont 77 % sont des femmes, produisent 14 millions de baskets par an pour Nike. L'entreprise, située à Dongguan (Guangdong), appartient au fabricant taïwanais de chaussures de sport, Pou Chen. VISIBILITY MEDIA LTD

## Harcèlement sexuel, heures supplémentaires, manque de représentation sociale : des problèmes récurrents

GUANGZHOU, HONGKONG (Chine)  
ENVOYÉ SPÉCIAL

Quand on pense à Nike, on pense travail des enfants. La marque américaine, soucieuse de se départir de cette image, se veut désormais concernée par le sort des 210 000 ouvriers employés chez ses fournisseurs.

Il y a dix ans, les révélations sur les conditions de travail chez des sous-traitants asiatiques avaient miné les comptes du numéro un mondial des équipements sportifs. « Face à ces attaques, nous avons été trop arrogants », reconnaît Hannah Jones, vice-présidente de Nike chargée des questions sociales. En 1998, les bénéfices de la multinationale sont tombés à 400 millions de dollars contre 796 millions en 1997. En 2007, elle a gagné

1,7 milliard de dollars (1,1 milliard d'euros). Depuis 2001, l'entreprise, qui se veut « transparente », publie régulièrement un rapport dans lequel elle note ses fournisseurs sur la base de critères sociaux et environnementaux de A (la meilleure note) à D.

### « Aucun progrès significatif »

Sur les 700 fournisseurs de Nike dans le monde, 180 sont en Chine. A quelques mois des Jeux olympiques de Pékin, Nike s'apprête à rendre public un rapport sur les conditions de travail dans les usines de vingt-deux de ses fournisseurs chinois. Cinq ont reçu un A, six un B, huit un C, et trois un D. Les problèmes récurrents sont le harcèlement sexuel, les heures supplémentaires et le manque de repré-

sentation sociale. « Si l'on veut améliorer la situation des travailleurs en Asie, il faut que l'ensemble de l'industrie change », insiste M<sup>me</sup> Jones.

Les organisations de défense des droits des travailleurs sont partagées sur l'attitude de la marque. Le réseau international Oxfam affirme « qu'elle n'a fait aucun progrès significatif ». Pour Jeffrey Ballinger, directeur de Press for Change, une organisation basée à Vienne : « Nike dépense des dizaines de millions de dollars pour donner l'apparence de changement. » Situé à Hongkong, le *China Labour Bulletin* avance, en revanche, selon Geoffrey Crothall, que Nike a fait « des efforts pour améliorer la situation. Elle fait partie des meilleurs ». ■

M. KS

### FINANCE APRÈS LES BANQUES, CARLYLE, BLACKSTONE ET KKR À LEUR TOUR AFFECTÉS

## Les fonds d'investissement dans la tourmente des subprimes

NEW YORK  
CORRESPONDANT

Les grands fonds d'investissement américains vacillent. Eux aussi subissent aujourd'hui le contrecoup de la crise des subprimes, ces crédits immobiliers à risque accordés à des foyers précaires. Eux aussi ont beaucoup investi dans ces valeurs spéculatives qui ont déjà coûté beaucoup d'argent aux banques et mettent en péril la croissance américaine.

Le plus affecté est Carlyle, souvent nommé aussi le « fonds de la famille Bush », parce qu'elle y détient d'importants intérêts et que nombre de ses dirigeants lui sont, ou lui ont été, liés.

Sa filiale spécialisée dans les titres hypothécaires, Carlyle Capital Corp. (CCC), a été suspendue, vendredi 7 mars, à la Bourse d'Amsterdam. Elle avait, la veille, plongé de 58,3 %. Ce fonds spéculatif gérait 21,7 milliards de dollars (14,2 milliards d'euros) de titres hypothécaires assis sur les emprunts alloués par les deux premiers financiers cotés de l'immobi-

lier aux Etats-Unis : Fannie Mae et Freddy Mac. Incapable d'honorer des appels de marge – c'est-à-dire d'obtenir des crédits bancaires pour assurer la valeur des titres qu'il détient –, CCC a dû vendre ses junk bonds (« obligations pourries ») en catastrophe, enregistrant au passage de fortes pertes.

CCC a annoncé vendredi « n'exclure aucune option possible ». Pour beaucoup, cette phrase signifie qu'un dépôt de bilan n'est pas impossible. Ses dirigeants devaient se réunir lundi matin en urgence. Un analyste de Citigroup, Donald Fandetti, indiquait au *Wall Street Journal*, samedi, que sa « mise en faillite » n'était pas exclue.

Le *New York Times* rappelait, samedi, que l'un des fondateurs de Carlyle, William Conway, évoquant la spéculation sur les titres hypothécaires à risque, écrivait aux autres dirigeants du fonds, il y a un an : « Je sais que cet environnement financier ne peut durer éternellement, et je sais aussi que plus il durera, pire ce sera lorsqu'il touchera à sa fin. »

Pour Carlyle, la « fin » semble arrivée. Mais aussi pour des fonds tout aussi renommés que sont KKR (Kohlberg Kravis Roberts) ou Blackstone (lequel a dû céder il y a quelques mois 10 % de son capital au fonds souverain China Investment Corp.), qui ont également misé sur les titres subprime.

### Trop d'emprunts

L'action Blackstone ne cesse de se rétrécir depuis six mois, et elle a atteint son plus bas vendredi, à 14,58 dollars à Wall Street, perdant 3,1 % dans la journée. Les marchés attendaient avec inquiétude l'annonce, lundi 10 mars, des résultats trimestriels de Blackstone.

Son président, Stephen Schwarzman, a récemment fermé un de ses hedge funds spécialisés dans l'immobilier (qui gérait 10 milliards d'actifs) et cherche, selon des propos tenus par ses proches, à lever 15 milliards de dollars (9,8 milliards d'euros) pour relancer ses activités d'investissement financier.

KKR a également des soucis. Son fonds de gestion d'obligations hypothécaires (KKR Financial), malgré les lourdes pertes qu'il a inscrites au bilan du dernier trimestre de 2007, n'a pas de problèmes de liquidités. Mais il a été dégradé, vendredi, par l'agence de notation Standard & Poor's.

Pour tous, le problème est identique. Ces fonds ont beaucoup emprunté pour se lancer dans la spéculation sur les titres hypothécaires. CCC avait ainsi levé des capitaux trente-deux fois supérieurs à la valeur de son portefeuille de clientèle (670 millions) pour investir dans ces titres, s'endettant pour des montants allant de 1,7 à 4,7 milliards de dollars auprès de grandes institutions bancaires comme Citigroup, UBS, Deutsche Bank ou Bank of America.

Ils ont accusé en quelques mois des pertes colossales. Et ils ne peuvent aujourd'hui compter sur de nouvelles lignes de crédit, celui-ci se resserrant drastiquement. ■

SYLVAIN CYPEL

**«À Marseille, nous gérons notre clientèle européenne»**

**Philippe Nasr**  
Directeur Service Client France  
Expedia Corporate Travel

«Après une comparaison minutieuse avec plusieurs autres villes européennes et françaises, nous avons choisi Marseille-Euroméditerranée, et plus particulièrement le Pôle Média de la Belle de Mai, qui représentait le meilleur compromis en termes de bassin d'emploi et de coûts.»



Gagnez en connaissance

Euroméditerranée : 04 91 14 45 31 - www.euromediterranee.fr  
Marseille Provence Métropole : 04 95 09 50 00 - ddeai@marseille-provence.fr

### TRANSPORTS

#### La Deutsche Bahn échappe à la grève

En Allemagne, les conducteurs de train ont renoncé à lancer une grève massive à compter du lundi 10 mars, a indiqué dimanche la Deutsche Bahn. Le petit syndicat de conducteurs de trains GDL, qui avait menacé d'organiser des

arrêts de travail sur l'ensemble du réseau ferré des chemins de fers allemands, a finalement reculé.

### AÉRONAUTIQUE

#### Boeing envisage « sérieusement » de déposer plainte

L'avionneur de Chicago, grand perdant de l'appel d'offres des

avions ravitailleurs de l'armée américaine face au tandem EADS-Northrop, envisage « sérieusement » de déposer plainte contre ce choix et prendra sa décision « en début de semaine prochaine », a-t-il fait savoir samedi 8 mars. Cette déclaration fait suite à un debriefing, vendredi, entre Boeing et le Pentagone

### BANQUES

#### Jérôme Kerviel soumis à une expertise psychiatrique

Les magistrats chargés de l'enquête sur les falsifications commises par Jérôme Kerviel, qui ont coûté 4,9 milliards d'euros à la Société générale, ont ordonné une expertise psychiatrique du jeune trader mis en examen dans cette affaire.